Gaza : seule la vérité apporte la clarté. Pas la haine de soi !

Par Sacha Wigdorovits

Dans le NZZ am Sonntag du 24 novembre, Adina Rom et Shelley Berlowitz ont affirmé qu'Israël avait commis un génocide dans sa guerre à Gaza contre l'organisation terroriste Hamas.

Pour étayer cette affirmation, ils ont indiqué qu'ils étaient juifs. Ce qui veut dire qu'ils sont juifs : Si même nous, les Juifs, pensons qu'Israël a commis un génocide à Gaza, alors il doit en être ainsi.

Contrairement à ce que Berlowitz et Rome ont suggéré, cette opinion n'est guère partagée par les Juifs suisses.

Car sur quoi repose l'affirmation selon laquelle Israël a commis un génocide à Gaza ? Sur quatre accusations : 1. le grand nombre de victimes (les autorités sanitaires de Gaza parlent de 60 000 victimes). 2. le fait que l'armée israélienne a également attaqué des hôpitaux, des écoles et des habitations. 3. l'affirmation de l'ONU selon laquelle Gaza a connu la famine parce qu'Israël avait temporairement interdit l'acheminement de l'aide. 4. les déclarations de certains politiciens israéliens d'extrême droite selon lesquelles la population de Gaza doit être exterminée ou expulsée.

Ces quatre arguments ne prouvent pas qu'Israël a commis un génocide à Gaza. En revanche, il existe de nombreux faits qui prouvent exactement le contraire.

Le chiffre de 60 000 morts, aussi effroyable qu'il puisse paraître, doit déjà être relativisé. Non seulement parce qu'il est invérifiable et qu'il émane d'une autorité du Hamas, mais aussi parce qu'il ne fait pas de distinction entre civils et combattants. Le fait qu'une proportion supérieure à la moyenne des victimes soit de sexe masculin et d'âge adulte suggère ce dernier point. A savoir que de nombreuses personnes tuées étaient des terroristes.

Une preuve encore plus évidente qu'Israël n'avait pas l'intention de commettre un génocide à Gaza a été fournie par le comportement de l'armée. Celle-ci a averti la population de la zone concernée de ses attaques par des messages, des appels téléphoniques et des tracts, et lui a indiqué des itinéraires de fuite pour qu'elle puisse se mettre à l'abri. Un génocide est différent.

De même, les attaques israéliennes contre des hôpitaux, des écoles et des

habitations n’ont pas été menées pour tuer des civils, mais parce que des combattants du Hamas opéraient à partir de ces lieux. Dans ce cas, le droit de la guerre (article 52 du 1er protocole additionnel aux Conventions de Genève) autorise les attaques contre de telles installations, car elles sont alors considérées comme « militaires ».

Il en va de même pour l’interdiction temporaire de l’entrée de l’aide humanitaire, comme Israël l’a fait de temps à autre à la frontière avec Gaza. L’article 23 des Conventions de Genève autorise un tel blocage s’il existe un risque que l’aide puisse être utilisée par l’ennemi à des fins militaires.

C’est ce qui s’est passé à Gaza : des vidéos, des images de drones et des témoins oculaires ont prouvé à maintes reprises que le Hamas détournait des convois humanitaires pour les stocker à son profit ou les revendre au marché noir afin de remplir son propre trésor de guerre.

L’accusation de famine à Gaza en raison du blocage des livraisons d’aide était également sans fondement. Pour pouvoir accuser Israël, l’ONU a doublé la définition de « famine » pour Gaza, comme elle le fait habituellement, par exemple au Soudan.

Enfin, l’argument selon lequel les politiciens israéliens d’extrême droite ont eux-mêmes exprimé des intentions génocidaires est tout aussi déplacé. C’est vrai et c’est inacceptable. Mais en déduire une politique gouvernementale est absurde et malveillant.

Pour toutes ces raisons, l’accusation selon laquelle Israël aurait commis un génocide à Gaza est sans fondement. Cette affirmation n’a qu’un seul objectif : délégitimer l’État juif. Mais la diffamation n’apporte pas la « clarté ». Seule la vérité peut le faire.

Il reste donc une question : d’où vient l’obsession des Occidentaux, y compris de certains cercles juifs, à diaboliser Israël dans le contexte de la guerre de Gaza ?

L’auteur slovaque Jan Kapusnak a répondu à cette question ces jours-ci dans le Neue Zürcher Zeitung. Il y diagnostique que l’Occident, sous l’influence de la gauche politique, est de plus en plus rongé par la mauvaise conscience et la haine de soi en raison de ses succès et de son histoire. Et la cible parfaite pour projeter cette haine de soi vers l’extérieur est Israël, un pays économiquement prospère,

technologiquement avancé, militairement fort, démocratique et sûr de lui.

« L'État juif devient un paratonnerre pour les péchés de sa propre époque impériale et coloniale », écrit Kapusnak dans la NZZ, avant de conclure, désabusé : « Le monde occidental, sous l'influence d'une propagande antisémite largement diffusée, s'est déjà beaucoup éloigné de ses fondements moraux – et le temps de changer de cap est compté ».

Cet article est d'abord paru dans la « NZZ am Sonntag » du 30 novembre 2025 : NZZ am Sonntag – E-Paper

---

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost. Il a été correspondant aux Etats-Unis pour la SonntagsZeitung, rédacteur en chef adjoint du Luzerner Neusten Nachrichten LNN et rédacteur en chef du BLICK.